

# Fonction publique : pour FO, on arrive au «point de non retour»

Le syndicat Force Ouvrière dresse un état des lieux épouvantable de la fonction publique dans le département après les suppressions de postes, restrictions budgétaires et autres joyeusetés de la RGPP.

**F**orce Ouvrière a organisé lundi 31 janvier à Chaumont une réunion de ses syndicats des trois fonctions publiques (d'Etat, hospitalière et territoriale) en présence d'Anne Baltazar, secrétaire générale de la fédération générale des fonctionnaires. L'objectif était de dresser un état des lieux. Et celui-ci se révèle épouvantable après la fameuse RGPP, la Révision générale des politiques publiques qui s'est traduite par des suppressions de postes, des restrictions budgétaires, des réorganisations de services et des mutualisations en tous genres. «On arrive aujourd'hui à un point de rupture», souligne Dominique Perchet, secrétaire générale de l'UD-FO de Haute-

Marne. «Les personnels ont l'impression de mal faire leur travail. Syndicalement, on n'arrive plus à remplir nos missions parce qu'il manque du personnel partout et qu'il y a des nécessités de services. Il n'y a plus de dialogue social. C'est de plus en plus tendu».

## «Le sens du service public se perd»

Dominique Perchet parle aussi d'une dégradation des services publics. Elle en veut pour preuve les problèmes de déneigement au mois de décembre. «Les chutes de neige n'avaient rien d'exceptionnel», précise-t-elle. «Mais il n'y a plus les moyens pour répondre rapidement aux problèmes».

Autre exemple : «En Haute-Marne, les petites communes avaient besoin d'ingénierie. C'est l'Etat qui s'en occupait. Mais il s'est désengagé pour laisser la place au privé. Le problème, c'est que les bureaux d'études ne se sont pas installés. On a tout cassé et maintenant il n'y a plus rien».

Dans le secteur des finances, il n'y a plus assez d'agents non plus et la fusion des Impôts et du Trésor se traduit par un allongement des files d'attente. «On est passé de 5 minutes à 20 à 30 minutes», précise Rachel Sugneau. «Le sens du service public se perd».

Dans la fonction publique territoriale, ça ne va guère mieux. FO évoque les pro-

blèmes budgétaires des communes, mais aussi les transferts de compétences qui se font dans les intercommunalités, ainsi que certains soucis au Conseil général en raison de la personnalité du directeur général des services.

Dominique Perchet n'ose même plus parler de ce qui se passe à la Poste, à la SNCF et dans l'Education nationale... Elle cite tout de même l'exemple récent de cette famille qui a préféré retirer son enfant d'une classe surchargée de Bouchardon pour le mettre à Oudinot.

## «Le citoyen va se réveiller un beau jour...»

«L'objectif premier de toute

cette politique, c'est de réduire les coûts», dénonce Anne Baltazar. «C'est une volonté idéologique, purement budgétaire. Mais il n'y a pas eu de réflexion. Et les conséquences commencent à se mesurer aujourd'hui. On a mis en coupe réglée les administrations sans qu'il y ait un vrai débat. On a laissé partir des pans entiers de service public vers le privé. Un certain nombre de mesures paraissent malheureusement irréversibles. Le citoyen va se réveiller un beau jour. Et il va s'apercevoir qu'il y a eu tromperie. Car non seulement il aura un moins bon service. Mais ça coûtera aussi cher sinon plus de passer par le privé que par le public».

C.P.

# Maison de retraite : «2000 euros par mois, une couche par jour !»

**L**es témoignages entendus lors de la réunion FO sur la fonction publique dans le domaine de la santé font particulièrement froid dans le dos. Dans les hôpitaux où les salaires représentent une très grosse part du budget, le personnel est devenu la principale variable d'ajustement. FO s'inquiète ainsi de savoir par combien de suppressions de postes se traduira le plan de retour à l'équilibre de l'hôpital de Chaumont. Et le syndicat précise que l'établissement emploie actuellement environ 150 contractuels sur un total de 870 employés.

«Les agents vivent dans l'angoisse», raconte un représentant du personnel. «On les change de poste du jour au lendemain. C'est

une gestion à la France Télécom».

Dans le même temps, les hôpitaux du département manquent d'attractivité et certains postes de médecins sont vacants. Ce qui provoque aussi de sérieux problèmes de gestion.

## Moins d'aides-soignantes et d'infirmières

Mais c'est dans les maisons de retraite, plus précisément dans les établissements d'hébergement des personnes âgées dépendantes (EHPAD), que la situation devient de plus en plus préoccupante. La politique dite de «convergence tarifaire» conduit à pénaliser financièrement six éta-

blissements haut-marnais (ceux de Joinville, Wassy, Montier-en-Der, Riaucourt, Châteauvillain et Arc-en-Barrois), les plus touchés étant les EHPAD rattachés à des hôpitaux locaux. Résultat : un établissement comme celui de Joinville va devoir rembourser jusqu'en 2016 un prétendu trop-perçu. Et partout, on supprime des postes d'aides-soignantes et d'infirmières. Parfois, cela peut aller jusqu'à une dizaine. Ce qui implique de réorganiser les temps de travail et de fonctionner tous les jours avec des effectifs à minima. Les aides-soignantes font ainsi parfois le travail des infirmières et les infirmières celui des aides-soignantes.

Selon FO, la moyenne en Haute-Marne est de 0,3

agent par résident alors que le plan grand âge préconise qu'il y ait un professionnel pour une personne âgée très dépendante.

Résultat de cette limitation des effectifs : les conditions de travail se dégradent et les pensionnaires en pâtissent.

## Pas plus de 10 minutes pour la toilette

«On nous a dit que les toilettes devaient être écourtées et qu'elles ne devaient pas durer plus de dix minutes», s'insurge une employée d'un de ces établissements. «On n'a plus le temps de parler avec les gens et de leur apporter un peu de réconfort».

Dominique Perchet, la secrétaire générale de l'UD-

FO, a entendu parler d'établissements où il n'y aurait plus qu'une couche par mois. «Plutôt que de s'occuper des gens, on leur met des couches», dénonce-t-elle. «C'est malheureux à dire mais le personnel soignant a parfois l'impression de faire de la maltraitance...»

«Dans certains EHPAD, on cherche à utiliser des couches pouvant durer 12 heures, de 20 h à 8 h du matin», confirme un syndicaliste.

«Les gens paient pourtant un prix très important, entre 1300 et 2000 euros par mois», se déssole une aide-soignante. Il est vrai que pour avoir une couche pendant 12 heures, c'est cher payé !

C.P.